

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrière, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 06/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

publié sur  **RISQUES**

PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE

Carrières de Verger
58150 Suilly-la-Tour

Références : 240562

Code AIOT : 0005400439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE implanté Carrières de Verger Route de Champcelée 58150 Suilly-la-Tour. La présente inspection s'est déroulée dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 30 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE
- Carrières de Verger Route de Champcelée 58150 Suilly-la-Tour
- Code AIOT : 0005400439 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Carrière de roche ornementale autorisée depuis 2016. L'exploitant a notifié sa cessation d'activité le 30/10/2024

Contexte de l'inspection : Contexte de l'inspection

Thèmes de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	CLÔTURES ET BARRIÈRES	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 2.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	DOSSIER PRÉALABLE AUX TRAVAUX D'EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 2.3.8	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Chap 2.12	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Transports – chargements – déchargements	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7.5.5	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Moyens d'intervention - Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les constats de la présente inspection (notamment grâce à la notification de cessation d'activité) permettent de proposer la levée de l'arrêté de mise en demeure du 30/12/2022.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : CLÔTURES ET BARRIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 2.3.3	
Thème(s) : Risques chroniques /	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 12/10/2022• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• Date d'échéance qui a été retenue :	
Prescription contrôlée : <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux {risques de noyade}. Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.</p>	
Constats : <p>Les panneaux d'interdiction d'entrer ont été ajoutés à l'entrée du site. Ce point est soldé.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	Levée de mise en demeure

N° 2 : DOSSIER PRÉALABLE AUX TRAVAUX D'EXTRACTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 2.3.8	
Thème(s) : Risques chroniques /	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 12/10/2022• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription	

<ul style="list-style-type: none"> Date d'échéance qui a été retenue : 	
Prescription contrôlée : Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant : * le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre 1.6 du présent arrêté ; * les documents attestant de l'exécution des mesures prévues au chapitre 2.3 du présent arrêté ; le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, visé au chapitre 5.1 du présent arrêté.	
Constats : L'exploitant n'a toujours pas fourni à l'inspection son plan de gestion des déchets inertes. L'exploitant a cependant notifié à l'inspection sa cessation d'activité, ce point n'est donc plus demandé.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	Levée de mise en demeure

N° 3 : RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Chap 2.12
Thème(s) : Risques chroniques /
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> Lors de la visite d'inspection du 12/10/2022 Type de suites qui avaient été actées : Avec suites Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants : 1.6.3 - Établissement des garanties financières - A la notification du présent arrêté. 1.6.4 - Renouvellement des garanties financières - Six mois avant la date d'échéance des garanties en cours. 1.6.5 - Actualisation des garanties financières - Tous les cinq ans ou dès que l'indice TP01 augmente de plus de 15 %. 1.8.1 - Modification des installations - Avant la modification.

1.8.2 - Mise à jour des études d'impact et de dangers - En cas de modification substantielle.

1.8.5 - Changement d'exploitant - Avant le changement d'exploitant.

1.8.6 - Cessation d'activité - Six mois avant l'arrêt définitif.

2.3.1- Information des tiers - A la notification du présent arrêté.

2.3.2 - Plan de bornage - Établissement à la notification du présent arrêté. Transmission au préfet et à l'inspection des installations classées dans le mois suivant sa réception par l'exploitant.

2.4.4 - Patrimoine archéologique - Un mois avant la date prévue pour les travaux de décapage - En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques.

2.10.1 - Déclaration des accidents et incidents - Immédiatement après un accident ou incident notable.

5.1.2 - Plan de gestion des déchets inertes - A la notification du présent arrêté puis révision tous les cinq ans.

9.2 - Résultats d'auto-surveillance - Transmission des résultats au préfet avant le 31 mars de chaque année.

9.2.4 - Situation acoustique - Contrôle effectué 6 mois après la notification du présent arrêté, puis au minimum tous les 3 ans. Transmission des résultats à l'inspection et au préfet dans le mois suivant leur réception par l'exploitant.

9.4.1 - Suivi annuel d'exploitation - Transmission au préfet avant le 31 mars de chaque année.

Constats :

L'inspection de 2022 relevait qu'aucun résultat d'auto-surveillance n'avait été transmis à l'inspection, qu'à la connaissance de l'inspection, aucun contrôle acoustique n'avait été fait ainsi que l'absence de transmission de suivi annuel d'exploitation.

Les documents n'ont pas été transmis à l'inspection, cependant l'exploitant ayant notifié sa cessation d'activité ce point n'est plus demandé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Transports – chargements – déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7.5.5

Thème(s) : Risques chroniques /

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 12/10/2022

- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Constats :

L'inspection 2022, relevait un engin stationné sur une aire non étanche. Lors de la présente inspection, il n'a été observé aucun engin.

Ce point est soldé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Moyens d'intervention - Définition générale des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7.6.1

Thème(s) : Risques chroniques /

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 12/10/2022
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, conformément à l'étude de dangers.

L'établissement dispose, à une distance maximale de 400 m, d'une réserve d'eau d'incendie d'un volume minimal de 120 m³. Cette réserve doit être accessible, par tous les temps, aux engins de secours. Si elle est constituée par un bassin, celui-ci devra avoir une profondeur minimale d'un mètre.

Constats :

L'inspection de 2017 avait constaté l'absence de réserve incendie à proximité. Ce point n'avait pas été soldé lors de l'inspection de 2022.

L'exploitant ayant notifié sa cessation d'activité, ce point est soldé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure